

Jeudi 15 juin 2017

DÉCLARATION COMMUNE

Pour une Nouvelle-Calédonie dans la France et dans la paix

A l'issue du 1er tour des élections législatives du 11 juin 2017, nous sommes amenés à faire les constats suivants.

L'extrême division d'abord.

Un nombre jamais atteint dans l'histoire politique calédonienne de candidatures non indépendantistes dans les deux circonscriptions.

L'extrême abstention ensuite.

Jamais un tel désintérêt des électeurs n'a été atteint : deux calédoniens sur trois ne se sont pas rendus aux urnes.

L'extrême confusion enfin, quand des personnalités politiques non indépendantistes en appellent à s'abstenir ou à voter, à l'occasion du second tour des élections législatives, pour le candidat indépendantiste.

Ces constats sont d'autant plus alarmants que le contexte politique et économique de la Nouvelle-Calédonie aurait dû conduire nos concitoyens à se mobiliser beaucoup plus fortement.

D'une part, parce qu'ils devront se prononcer dans 18 mois lors d'un référendum sur le choix de l'indépendance, conformément à l'Accord de Nouméa.

D'autre part, parce que les cours du nickel historiquement bas font peser un risque sur notre industrie métallurgique et minière et génèrent un ralentissement économique préoccupant.

Face à cette situation extrême et au message envoyé par les calédoniens aux formations politiques non indépendantistes à l'occasion du 1er tour des élections législatives, nous considérons que notre énergie doit, dorénavant et plus que jamais, être concentrée sur la préparation d'un avenir dans la France au-delà de 2018, plutôt qu'à une lutte fratricide entre non indépendantistes.

C'est pourquoi nous réaffirmons collectivement et clairement notre engagement pour que la Nouvelle-Calédonie reste au sein de la France et dans la Paix. Nous réaffirmons aussi notre ferme et totale opposition à toute forme d'indépendance ou d'indépendance-association.

Pour atteindre cet objectif prioritaire, nos quatre mouvements politiques, Calédonie Ensemble, le Rassemblement, le Mouvement Populaire Calédonien, et Tous Calédoniens expriment leur détermination à préparer la sortie de l'Accord de Nouméa dans le cadre d'une concertation indispensable et constructive entre non indépendantistes et d'un dialogue approfondi avec les indépendantistes. Ce dialogue est d'autant plus nécessaire que le résultat du référendum de 2018 est connu d'avance. Une large majorité de calédoniens sera favorable au maintien de la Nouvelle-Calédonie au sein de la République.

Il nous faudra faire preuve de sagesse et de clairvoyance afin que cette consultation ne soit pas vécue comme une sanction mais comme une opportunité vers le vivre-ensemble.

Dès lors, notre responsabilité est d'éviter que le référendum conduise à des surenchères, à des tensions, voire à des violences au risque d'anéantir tout ce que nous avons patiemment construit depuis près de trente ans.

Dans ce cadre, nos quatre mouvements engageront le dialogue avec les indépendantistes, dans le respect des convictions de chacun, avant l'organisation du référendum de sortie de l'Accord de Nouméa. Ils préconisent par ailleurs l'organisation de débats associant nos populations au travers "d'états généraux" sur l'avenir, afin de donner la parole à la société civile et d'ériger avec elle un "socle de la communauté de destin" pour tous les calédoniens.

Nous devons également faire face au bouleversement du paysage politique national. Pour la première fois, depuis trente ans, aucune des familles politiques traditionnelles (droite-gauche) garantes, historiquement des Accords de Matignon et de Nouméa, ne sera plus représentée de façon majoritaire à l'Assemblée nationale.

Il nous faut dès lors tenir compte de cette situation inédite et renforcer la cohésion des partisans du maintien dans la France en défendant une position commune et un même projet, face à de possibles errements.

Par ailleurs, nous n'ignorons pas les divergences qui nous opposent dans les domaines économiques et fiscaux et nous nous engageons à les résoudre en travaillant ensemble à l'évolution de la politique actuelle afin de redonner confiance aux acteurs économiques.

C'est à ces conditions que nous pourrions aboutir à une sortie sereine de l'Accord de Nouméa et à continuer à affirmer l'identité singulière de la Nouvelle-Calédonie dans la France.

En conclusion, dans le contexte imminent de sortie de l'Accord de Nouméa, nous avons décidé, en responsabilité et en conscience, au-delà de nos différences, de nous rassembler afin d'assurer la stabilité de nos institutions et de rassurer nos compatriotes au moment où s'ouvre une période capitale pour notre avenir.

Calédonie Ensemble
Philippe Gomès

Le Rassemblement
Pierre Frogier

Mouvement Populaire Calédonien
Gaël Yanno

Tous Calédoniens
Pascal Vittori